

## **Rapport d'Orientations Budgétaires 2022**

*Etape préalable au vote du budget, première étape du cycle budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue un document de référence pour le conseil municipal. Son contenu a été précisé et enrichi par la loi de programmation des finances publiques pour 2018 à 2022 (LPFP), en lien avec les objectifs de limitation de la dépense fixés aux collectivités locales pour contribuer au redressement des finances nationales.*

*Il permet d'éclairer le débat démocratique entre les élus sur les grands axes du budget notamment en matière d'orientation sur les recettes, les dépenses et l'endettement de la collectivité*

### **1. Environnement macro-économique**

L'année 2021 devrait connaître une évolution du PIB de l'ordre de 6,3%, faisant suite à une année 2020 marquée par une chute importante du PIB (-8,3%). Les prévisions pour 2022 permettent de confirmer la reprise avec une croissance qui devrait se situer autour de 3,7%.

Le montant de la dette publique s'élèvera à 2900 Mds € en 2022. Le taux d'endettement (Dette/PIB) devrait s'installer à un niveau proche de 116% en 2021. L'endettement de l'Etat, difficile à contrôler en raison de la croissance des déficits a augmenté de 17 points sous l'effet du COVID (98,1% du PIB en 2019 contre 115,6% en 2021). En 2022, sous l'effet de la croissance, le ratio d'endettement devrait décroître pour atteindre 113,6% du PIB.

Le déficit public devrait atteindre 8,4 % du PIB en 2021 et 4,8% en 2022.

La hausse des dépenses de fonctionnement des collectivités a été de +1,3% en 2020 contre +1,1% entre 2014 et 2019. La baisse de l'épargne brute des collectivités locales a été de -3,7 Mds d'€ (-10,8% par rapport à 2019) et concerne en majorité le bloc communal. Le taux d'épargne brute des collectivités en 2020 reste cependant supérieur à 2017.

Le contexte économique depuis 2008, associé aux différentes réformes des collectivités conduit à réduire les marges de manœuvre financières des collectivités (autonomie financière limitée, baisse des dotations de l'Etat)

### **2. Le projet de Loi de Finances 2022**

Le PLF 2022 s'appuie sur une forte reprise économique. Le déploiement du Plan de relance se poursuivra en 2022 : le projet de loi de finances pour 2022 prévoit ainsi l'ouverture, sur la mission « Plan de relance », de 12,9 M€ de crédits de paiement destinés à couvrir une part des engagements déjà réalisés en 2021. Il prévoit également, sur cette même mission, l'ouverture de 1,2 Md€ d'autorisations d'engagement supplémentaires, destinées à intensifier l'action du plan en matière d'emploi et de formation professionnelle, d'infrastructures de transports, de dépenses d'investissement et de modernisation ou encore de recherche.

Le montant des concours financiers de l'Etat pour 2022 est de 52,03 Mds d'€, dont 6,5 Mds d'€ pour le FCTVA.

Les crédits affectés aux dotations fléchées (DSIL, DET, DPV...) s'élèveront à 4,58 Mds d'€.

La Dotation globale de fonctionnement s'élèvera à 26,78 Mds d'€, stable de manière globale mais variable selon les collectivités.

En 2022, les dotations de soutien à l'investissement local sont portées à 2,8 Mds d'€, elles financeront notamment en priorité les projets de rénovation « Action Cœur de Ville » et « Petites Villes de Demain ».

### 3. Les recettes de fonctionnement

ANNEE	2018 hors except	2019	2020	Prév 2021	Prév 2022	Prév 2023	Prév 2024
<b>Produits de fonctionnement courant</b>	<b>22 836 996 €</b>	<b>23 381 340 €</b>	<b>22 611 888 €</b>	<b>23 363 331 €</b>	<b>23 945 116 €</b>	<b>24 232 173 €</b>	<b>24 522 378 €</b>
70 - Produits des services	2 140 303 €	2 360 203 €	1 561 000 €	1 534 000 €	2 000 000 €	2 020 000 €	2 040 200 €
73 - Impôts et taxes	11 486 490 €	11 761 380 €	11 650 755 €	12 974 533 €	13 022 210 €	13 196 842 €	13 374 018 €
74 - Dotations et participations	9 045 200 €	9 060 121 €	9 191 084 €	8 660 000 €	8 678 108 €	8 770 533 €	8 863 160 €
75 - Autres produits	204 789 €	311 354 €	261 404 €	200 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €
-014 - Atténuation de produits	39 786 €	111 718 €	52 355 €	5 202 €	5 202 €	5 202 €	5 000 €

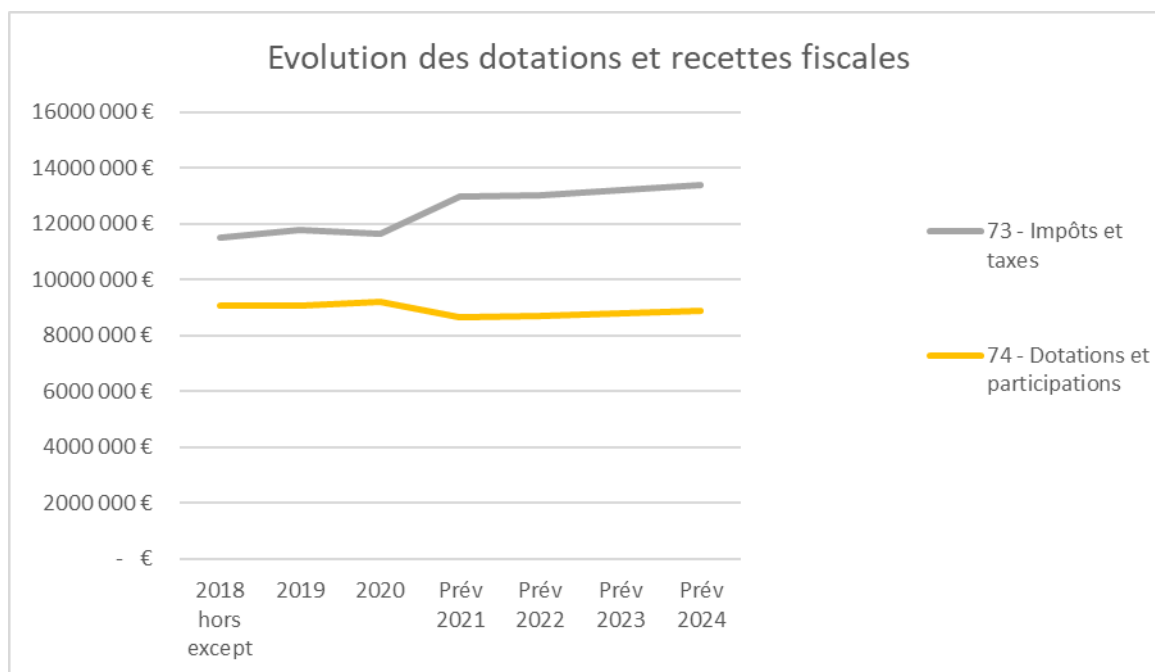
Les recettes prévisionnelles de 2021 sont en hausse de 3,3 %. Les produits des services sont encore impactés en 2021 en raison du décalage de perception de certains produits et du début de l'année 2021.

Les produits des services estimés pour 2021 restent équivalents à ceux de l'année 2020 en raison du décalage de perception des recettes sur l'exercice suivant.

En 2022, les produits des services devraient retrouver un niveau proche de 2018 mais il convient de tenir compte des décalages de recettes.

En 2021, les produits fiscaux **intègrent la compensation de perte de produit fiscal** dans le cadre de la suppression de la TH.

En 2021, **les dotations et participations ne comprennent plus les compensations des exonérations de TH qui sont enregistrées avec les produits fiscaux depuis la réforme de la TH.**



#### *La fiscalité directe locale*

La Loi de Finances pour 2020 a réformé la fiscalité locale à compter de 2021.

80 % des foyers ont payé pour la dernière fois la Taxe d'Habitation sur leur résidence principale en 2019.

L'État s'est engagé à compenser intégralement cette ressource pour les collectivités.

Dans un souci de lisibilité de la fiscalité locale, en 2021, la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) est désormais totalement attribuée au bloc communal. La part départementale de la TFPB est reversée aux communes, en remplacement de la Taxe d'Habitation (TH) sur les résidences principales.

Afin que le supplément de taxe foncière reçu par la commune coïncide avec le montant de la TH perdu, le niveau de recettes de TFPB sera modulé à la hausse ou à la baisse par un coefficient correcteur. Ce

coefficient n'évoluera pas ensuite et n'affectera pas la liberté de vote du taux de taxe foncière. Ces recettes évolueront au rythme où évolue l'assiette foncière locale.

Le montant de la compensation a été établi sur les taux adoptés pour 2017 et sur les bases fiscales de 2020.

Compte tenu de notre volonté de ne pas augmenter les taux d'imposition, les produits attendus pour 2022 peuvent être estimés respectivement à :

	Rétrospective			Prospective			
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Taxe d'habitation</b>							
Base nette imposable taxe d'habitation	20 325 808	20 656 528	20 803 541	0	0	0	0
Taux taxe d'habitation	19,9%	19,9%	19,9%	0,0000%	0,0000%	0,0000%	0,0000%
Produit de la taxe d'habitation	4 044 836	4 110 649	4 139 905	0	0	0	0
Base nette imposable taxe d'habitation sur les Résidences Secondaires	0	0	0	1 332 703	1 356 692	1 377 042	1 397 698
Taux taxe d'habitation sur les Résidences Secondaires	0,0000%	0,0000%	0,0000%	19,9%	19,9%	19,9%	19,9%
Produit de la taxe d'habitation sur les Résidences Secondaires	0	0	0	265 208	269 982	274 031	278 142
<b>Taxe sur le foncier bâti</b>							
Base nette imposable taxe foncière sur le bâti	16 732 970	17 065 361	17 274 339	17 344 000	17 656 192	17 921 035	18 189 850
Taux taxe foncière sur le bâti	35,22%	35,22%	35,22%	53,78%	53,78%	53,78%	53,78%
Coefficient correcteur	1	1	1	1	1	1	1
Produit de la taxe foncière sur le bâti	5 893 352	6 010 420	6 084 022	10 845 685	11 040 854	11 206 436	11 374 501
<b>Taxe sur le foncier non bâti</b>							
Base nette imposable taxe foncière sur le non bâti	18 827	19 331	19 434	19 700	19 700	19 700	19 700
Taux taxe foncière sur le non bâti	43,02%	43,02%	43,02%	43,02%	43,02%	43,02%	43,02%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	8 099	8 316	8 361	8 475	8 475	8 475	8 475
<b>Produit des taxes directes (73111)</b>	<b>9 946 287</b>	<b>10 129 385</b>	<b>10 232 287</b>	<b>11 119 368</b>	<b>11 319 310</b>	<b>11 488 942</b>	<b>11 661 118</b>
Rôles supplémentaires	171 307	144 561	32 966	30 000	30 000	30 000	30 000
<b>Produit des contributions directes</b>	<b>10 117 594</b>	<b>10 273 946</b>	<b>10 265 253</b>	<b>11 149 368</b>	<b>11 349 310</b>	<b>11 518 942</b>	<b>11 691 118</b>

**RECETTES DE PRODUIT DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ATTENDUES pour 2022 : ... 11 349 310 €**

### La fiscalité indirecte

La taxe sur la consommation d'électricité est perçue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Le produit de cette taxe est estimé à 300 000 € pour l'année 2021 comme pour l'année 2022.

Les droits de mutation enregistrent une hausse en 2021, en l'absence d'information sur l'évolution en 2022, il est proposé d'afficher une recette plus faible.

### Les Dotations de l'Etat

**La D.G.F.** (Dotation Globale de fonctionnement) est la plus importante d'entre elles. Celle-ci est estimée à **4 321 551 €** (- 0,35 %).

#### **La DSU** (Dotation de Solidarité Urbaine)

Montargis figurant toujours parmi les 250 communes de plus de 10 000 habitants dont le potentiel financier est inférieur à la moyenne de la strate, devrait bénéficier d'une progression de la dotation. Elle peut être estimée à **2 535 964 €** (soit + 3,26 % contre + 3,98 % en 2021).

Pour mémoire, le potentiel financier par habitant de la commune s'élève à 1 157 € contre 1 186 € pour la strate et le revenu par habitant 11 679 € contre 15 826 € pour les communes de + de 10 000 habitants.

**La DSR** (Dotation de Solidarité Rurale) au titre de bourg-centre serait supérieure à la DSR perçue en 2021 : **377 527 €** (+ 6 %).

Enfin, la **Dotation Nationale de péréquation** : **79 819 €**.

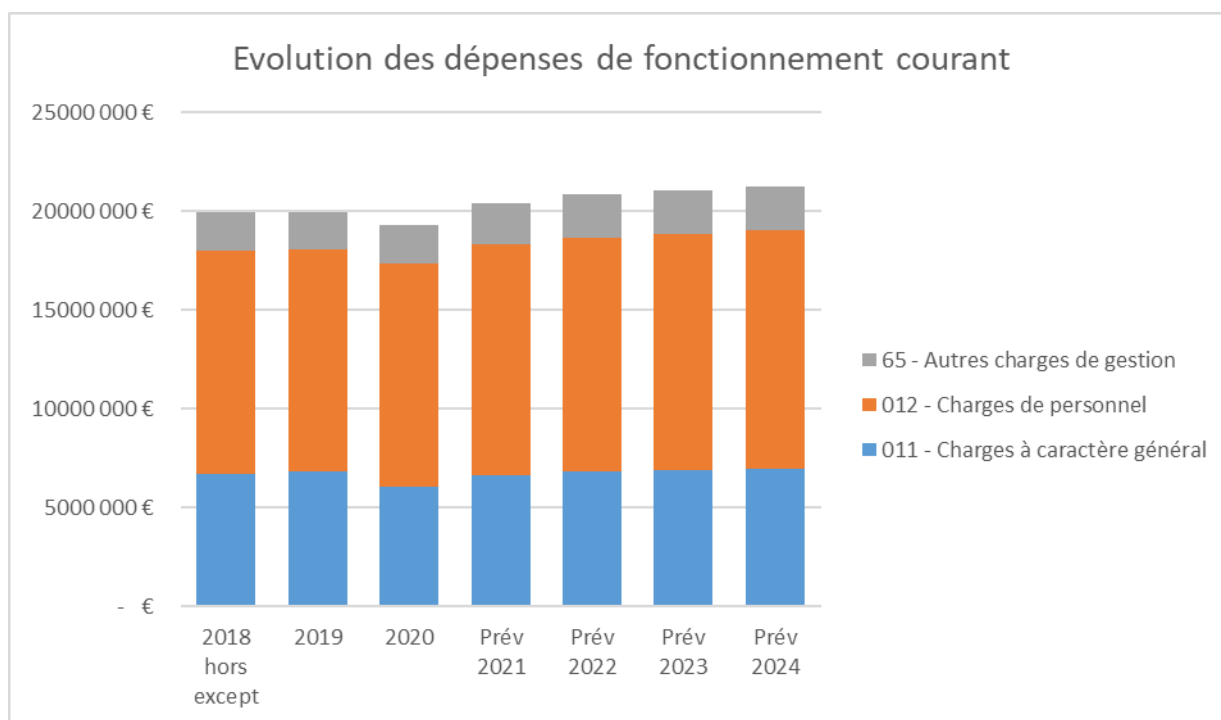
Pour ce qui concerne **les attributions** versées **par l'AME**, celles-ci devraient s'établir ainsi :

<b>Le FPIC</b> (Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales) Pour 2022, le FPIC est estimé à	<b>270 000 €</b>
<b>La DSC</b> (dotation de solidarité communautaire) est estimée à	<b>352 000 €</b>
<b>L'attribution de compensation</b> serait reconduite :	<b>283 800 €</b>
Soit un total de	<b>905 800 €</b>

#### 4. Les charges de fonctionnement

ANNEE	2018 hors except	2019	2020	Prév 2021	Prév 2022	Prév 2023	Prév 2024
<b>Charges de fonctionnement courant</b>	<b>19 815 796 €</b>	<b>19 822 396 €</b>	<b>19 261 626 €</b>	<b>20 333 050 €</b>	<b>20 794 030 €</b>	<b>20 981 488 €</b>	<b>21 173 022 €</b>
011 - Charges à caractère général	6 670 684 €	6 808 406 €	6 018 567 €	6 600 000 €	6 800 000 €	6 868 000 €	6 936 680 €
012 - Charges de personnel	11 317 833 €	11 227 846 €	11 297 589 €	11 750 000 €	11 830 500 €	11 948 805 €	12 068 293 €
65 - Autres charges de gestion	1 941 540 €	1 924 096 €	1 994 702 €	2 068 050 €	2 211 530 €	2 214 683 €	2 218 049 €
-013 - Atténuation de charges	114 261 €	137 952 €	49 232 €	85 000 €	48 000 €	50 000 €	50 000 €

Les dépenses de fonctionnement courant augmentent en 2021 par rapport à 2020 en raison de la reprise des activités et des besoins relatifs à la gestion de la crise sanitaire.  
Le niveau des charges à caractère général en 2022 devrait retrouver celui de 2019.



Evolution des dépenses réelles de fonctionnement depuis 2018 :

	2018 hors except	2019	2020	2021
Masse salariale	11 317 833 €	11 227 848 €	11 101 546 €	11 750 000 €
Dépenses réelles de fonctionnement	20 835 886 €	21 538 238 €	20 731 704 €	21 775 039 €
	54%	52%	54%	54%

## 5. La CAF brute et la CAF nette

ANNEE	2018 hors except	2019	2020	Prév 2021	Prév 2022	Prév 2023	Prév 2024
<b>Excédent Brut de Fonctionnement</b>	<b>3 021 199 €</b>	<b>3 558 944 €</b>	<b>3 350 262 €</b>	<b>3 030 281 €</b>	<b>3 151 086 €</b>	<b>3 250 685 €</b>	<b>3 349 356 €</b>
77 - Produits exceptionnels (réels et ordre)		222 406 €	386 477 €	215 000 €	250 000 €	100 000 €	150 000 €
-66 - Charges financières	444 460 €	402 515 €	366 008 €	322 610 €	301 513 €	284 723 €	271 122 €
-67 - Charges exception. (réelles et ordre)		1 125 871 €	1 008 911 €	1 033 137 €	1 043 468 €	1 053 903 €	1 064 442 €
<b>Capacité d'Autofinancement Brute</b>	<b>2 576 740 €</b>	<b>2 252 964 €</b>	<b>2 361 820 €</b>	<b>1 889 534 €</b>	<b>2 056 105 €</b>	<b>2 012 059 €</b>	<b>2 163 792 €</b>
- Remboursement en capital de la dette	2 383 643 €	2 299 612 €	2 068 632 €	1 928 658 €	1 858 824 €	1 775 074 €	1 715 794 €
<b>Capacité d'Autofinancement Nette</b>	<b>193 097 €</b>	<b>- 46 648 €</b>	<b>293 188 €</b>	<b>- 39 124 €</b>	<b>197 281 €</b>	<b>236 985 €</b>	<b>447 998 €</b>

En 2021, les recettes prévisionnelles subissent l'effet de la pandémie du Covid 19. L'excédent brut de fonctionnement devrait connaître une baisse en 2021.

## 6. Les données relatives à la dette

### Ratio de désendettement

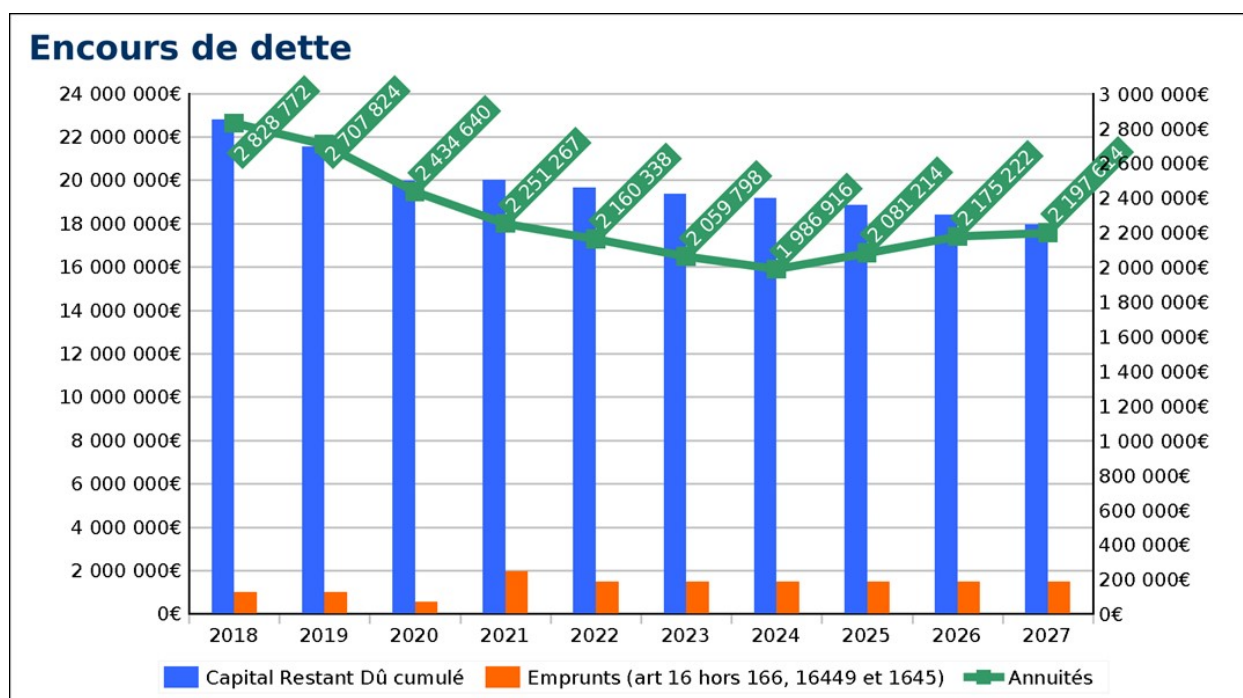
ANNEE	2018 hors except	2019	2020	Prév 2021	Prév 2022	Prév 2023	Prév 2024
Encours de dette au 31 décembre	22 798 198 €	21 498 583 €	20 430 000 €	19 978 000 €	20 019 856 €	19 661 032 €	19 385 958 €
CAF BRUTE	2 576 740 €	2 252 964 €	2 361 820 €	1 889 534 €	2 056 105 €	2 012 059 €	2 163 792 €
<b>Encours de dette / CAF</b>	<b>8,85</b>	<b>9,54</b>	<b>8,65</b>	<b>10,57</b>	<b>9,74</b>	<b>9,77</b>	<b>8,96</b>

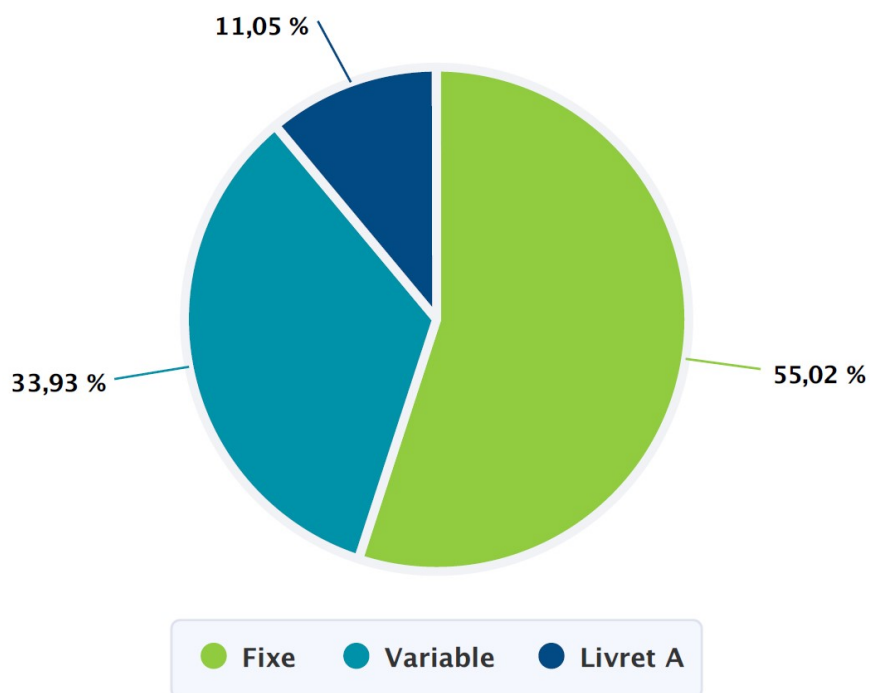
Le Ratio de Désendettement : défini comme le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute, exprimé en nombre d'années.

Pour mémoire, le plafond national dans la Loi de Programmation des Finances Publiques 2018-2022 est de 12 ans pour les communes.

### Synthèse de la dette

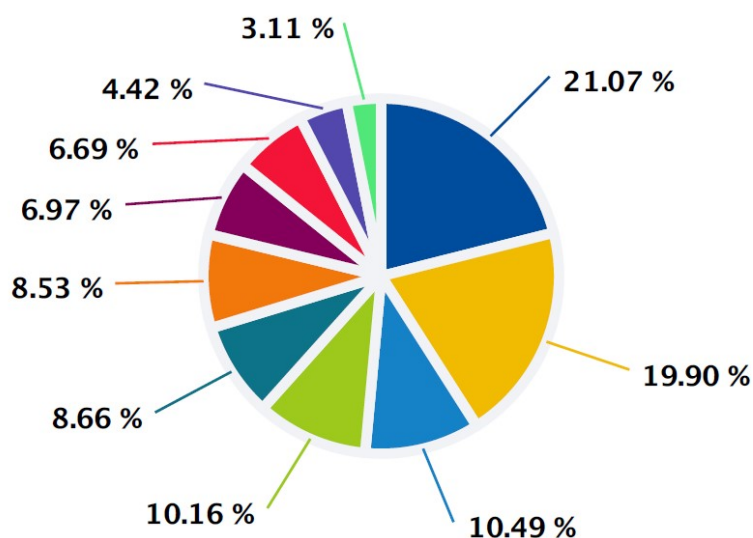
100 % de la dette sont classés en A1, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun emprunt toxique.





Dette par prêteur		
Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	3 967 766 €	21,07%
SFIL CAFFIL	3 747 236 €	19,90%
CREDIT AGRICOLE	1 974 328 €	10,49%
ARKEA	1 912 755 €	10,16%
SOCIETE GENERALE	1 630 616 €	8,66%
CAISSE D'EPARGNE	1 606 667 €	8,53%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 313 217 €	6,97%
BANQUE POSTALE	1 259 380 €	6,69%
CREDIT MUTUEL	831 777 €	4,42%
Autres prêteurs	585 361 €	3,11%
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>18 829 103 €</b>	<b>100,00%</b>

État généré au 20/10/2021



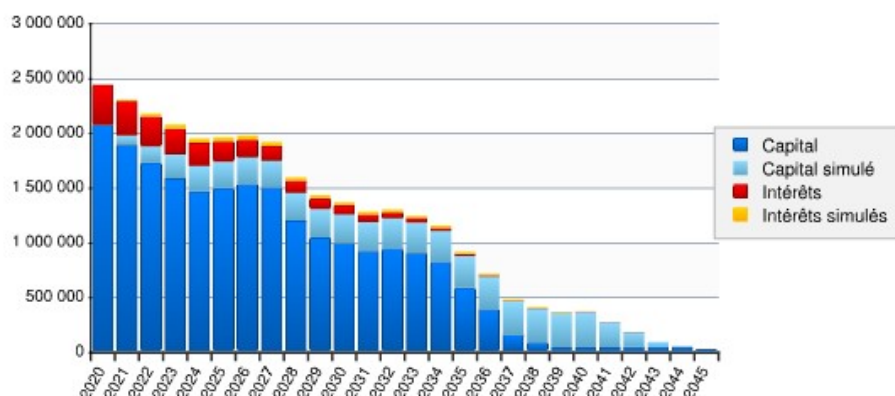
### Profil d'extinction de la dette

#### Simulation de 5 emprunts :

- un emprunt de 952 600 € réalisé le 01/12/2020 sur 20 ans à taux fixe de 0,59 % avec échéances trimestrielles
- un emprunt de 47 400 € réalisé le 01/12/2020 sur 3 ans à taux Zéro avec échéances annuelles
- un emprunt de 1 500 000 € réalisé le 01/05/2021 sur 20 ans à taux fixe de 0,90 % avec échéances trimestrielles
- un emprunt de 1 500 000 € réalisé le 01/05/2022 sur 20 ans à taux fixe de 0,90 % avec échéances trimestrielles
- un emprunt de 1 500 000 € réalisé le 01/05/2023 sur 20 ans à taux fixe de 0,90 % avec échéances trimestrielles

#### Graphiques clés par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

#### Flux de remboursement



## Évolution du capital restant dû

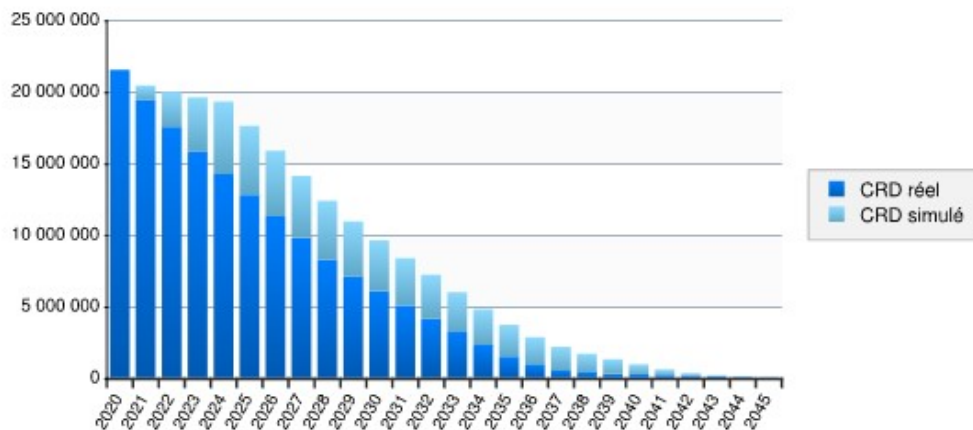






Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N

Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice	
2020	21 498 568.13 €	2 068 638.54 €	* 365 861.70 €	* 2 434 500.24 €	20 429 944.24 €	Ⓢ
2021	20 429 944.24 €	1 972 517.22 €	* 326 051.70 €	* 2 298 568.92 €	19 957 427.02 €	Ⓢ
2022	19 957 427.02 €	1 872 230.16 €	* 299 393.98 €	* 2 171 624.14 €	19 585 196.85 €	Ⓢ
2023	19 585 196.85 €	1 795 724.67 €	* 275 422.36 €	* 2 071 147.02 €	19 289 472.19 €	Ⓢ
2024	19 289 472.19 €	1 692 724.12 €	* 253 305.34 €	* 1 946 029.46 €	17 596 748.07 €	Ⓢ
2025	17 596 748.07 €	1 730 845.19 €	* 226 355.41 €	* 1 957 200.62 €	15 865 902.86 €	Ⓢ
2026	15 865 902.86 €	1 770 387.01 €	* 198 917.47 €	* 1 969 304.50 €	14 095 515.83 €	Ⓢ
2027	14 095 515.83 €	1 741 327.87 €	* 170 871.41 €	* 1 912 199.29 €	12 354 187.95 €	Ⓢ
2028	12 354 187.95 €	1 446 866.28 €	* 143 813.76 €	* 1 590 680.03 €	10 907 321.68 €	Ⓢ
2029	10 907 321.68 €	1 298 322.57 €	* 128 204.59 €	* 1 426 527.15 €	9 608 999.12 €	Ⓢ
2030	9 608 999.12 €	1 249 707.82 €	* 113 220.64 €	* 1 362 928.45 €	8 359 291.31 €	Ⓢ
2031	8 359 291.31 €	1 180 062.98 €	* 97 551.22 €	* 1 277 614.20 €	7 179 228.34 €	Ⓢ
2032	7 179 228.34 €	1 213 046.54 €	* 80 978.29 €	* 1 294 024.83 €	5 966 181.79 €	Ⓢ
2033	5 966 181.79 €	1 176 383.91 €	* 63 517.38 €	* 1 239 901.29 €	4 789 797.88 €	Ⓢ
2034	4 789 797.88 €	1 098 846.24 €	* 49 558.45 €	* 1 148 404.68 €	3 690 951.65 €	Ⓢ
2035	3 690 951.65 €	872 725.63 €	* 37 436.32 €	* 910 161.94 €	2 818 226.04 €	Ⓢ
2036	2 818 226.04 €	680 533.08 €	* 28 084.35 €	* 708 617.42 €	2 137 692.97 €	Ⓢ
2037	2 137 692.97 €	454 667.80 €	* 20 854.20 €	* 475 521.99 €	1 683 025.17 €	Ⓢ
2038	1 683 025.17 €	387 709.30 €	* 16 289.78 €	* 403 999.07 €	1 295 315.88 €	Ⓢ
2039	1 295 315.88 €	351 200.72 €	* 12 628.96 €	* 363 829.68 €	944 115.16 €	Ⓢ



2040	944 115.16 €	358 217.42 €	* 9 241.28 €	* 367 458.70 €	585 897.74 €	
2041	585 897.74 €	261 327.29 €	* 5 966.32 €	* 267 293.61 €	324 570.45 €	
2042	324 570.45 €	174 663.49 €	* 3 513.05 €	* 178 176.54 €	149 906.96 €	
2043	149 906.96 €	86 252.75 €	* 1 838.34 €	* 88 091.09 €	63 654.21 €	
2044	63 654.21 €	41 765.00 €	* 906.56 €	* 42 671.56 €	21 889.21 €	
2045	21 889.21 €	21 889.21 €	* 160.05 €	* 22 049.26 €	0.00 €	
		<b>26 998 582.81 €</b>	<b>* 2 929 942.91 €</b>	<b>* 29 928 525.68 €</b>		

## 7. Les dépenses d'investissement

Les principales dépenses d'investissement comprennent le remboursement du capital de la dette d'une part et les dépenses inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement d'autre part.

### Plan pluriannuel d'investissement

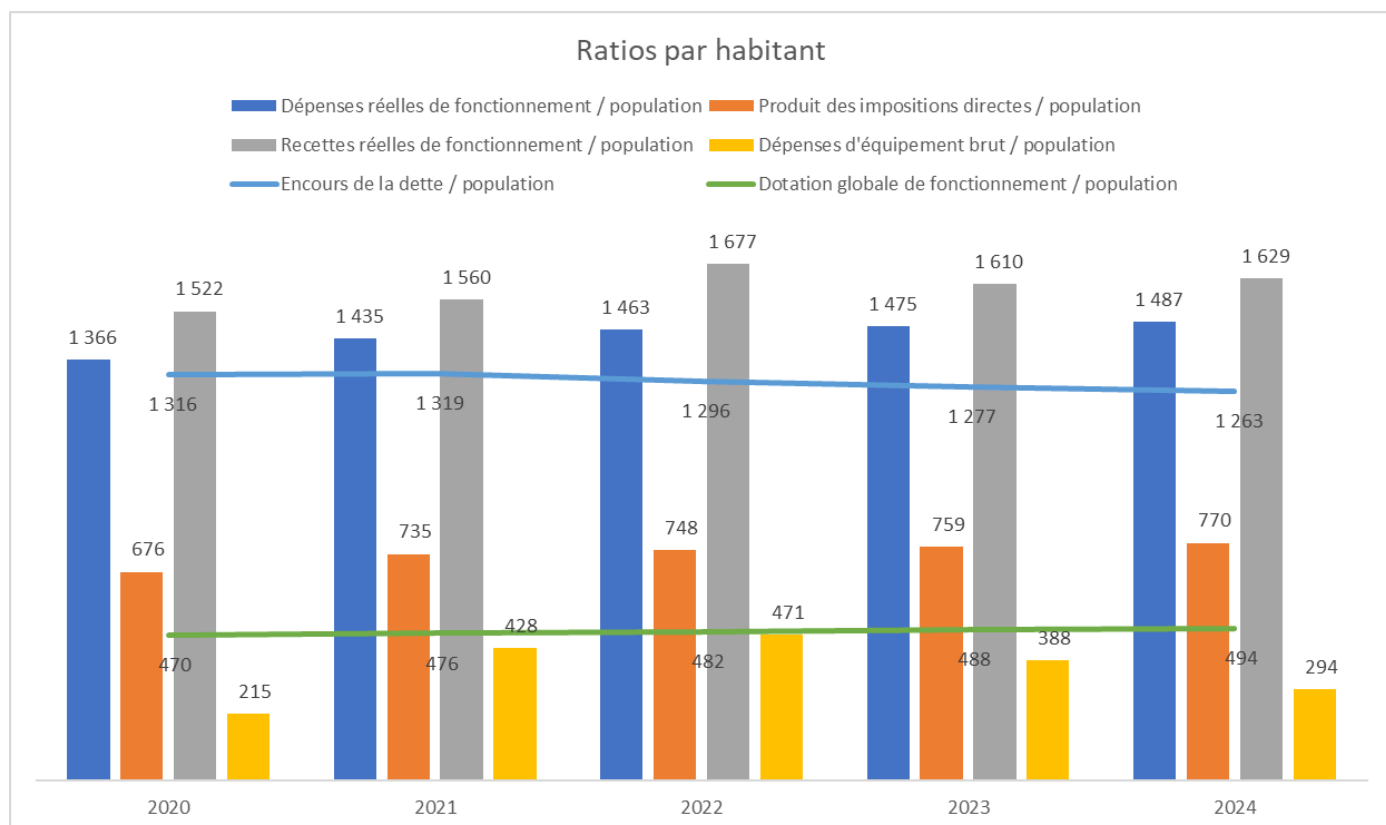
Libellé	2021	2022	2023	2024
Acquisition péniche	310 000 €			
CSU	120 000 €			
Cuisine Centrale	120 000 €			
Etude et travaux restaurant et école Pasteur	750 000 €	1 200 000 €		
Etudes et travaux Belles Manières Moulin à Tan République rue R Laforge et ruelle Pinon	1 374 700 €	2 000 000 €	656 000 €	
Gymnase du château	15 000 €	155 000 €	2 500 000 €	
Marché de travaux de voirie	66 250 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
Menuiseries extérieurs Hôtel de Ville et conservatoire				750 000 €
Mise au normes du Centre Mandela	550 000 €	354 000 €		
Parking St Agnes	91 000 €			
Passerelle rue Dorée	450 000 €	850 000 €		
Pôle enfance Crowborough	40 000 €	- €	- €	1 000 000 €
Réhabilitation du stade Béraud	175 000 €			
Réhabilitation église Sainte Madeleine				432 000 €
Socle numérique des écoles	77 000 €	190 000 €		
Sécurisation des ponts en centre ville	180 000 €	130 000 €	460 000 €	
<b>Total dépenses programme</b>	<b>4 318 950 €</b>	<b>4 979 000 €</b>	<b>3 716 000 €</b>	<b>2 282 000 €</b>
<b>Total recettes programme</b>	<b>988 727 €</b>	<b>2 471 858 €</b>	<b>1 846 755 €</b>	<b>1 250 772 €</b>
<b>Coût annuel</b>	<b>3 330 223 €</b>	<b>2 507 142 €</b>	<b>1 869 245 €</b>	<b>1 031 228 €</b>

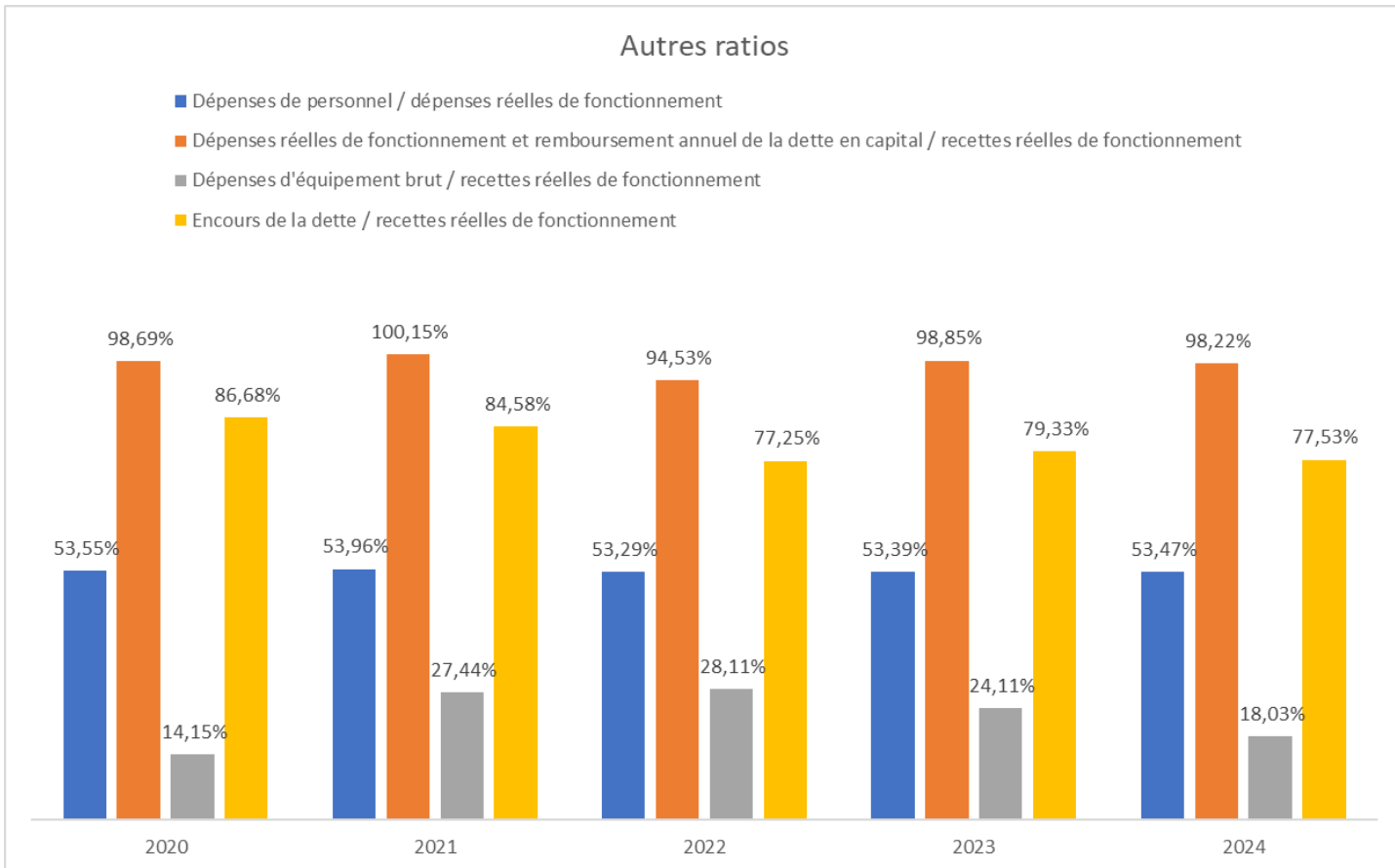
## 8. Les recettes d'investissement

Recettes prévisionnelles permettant de financer le PPI :

Recettes	2022
Subventions totales PPI	1 814 230 €
amendes de police	300 000 €
FCTVA	657 628 €
Emprunt	1 500 000 €
Prélèvement section de fonctionnement	707 142 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 979 000 €</b>

## 9. Évolution des ratios





## 10. Données relatives au personnel

### Evolution des dépenses prévisionnelles et des rémunérations

L'évolution des dépenses de personnel est fonction d'une part des impacts des réformes touchant au personnel des collectivités et d'autre part de la politique en matière de ressources humaines. Ces choix sont effectués selon les besoins exprimés par la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

En 2021, on note la création de postes dans le service Police Municipale et l'accueil de 14 apprentis.

### Avantages en nature

Repas des agents pour trois services : foyer E. Cousin - surveillance de cantines et restaurant scolaire

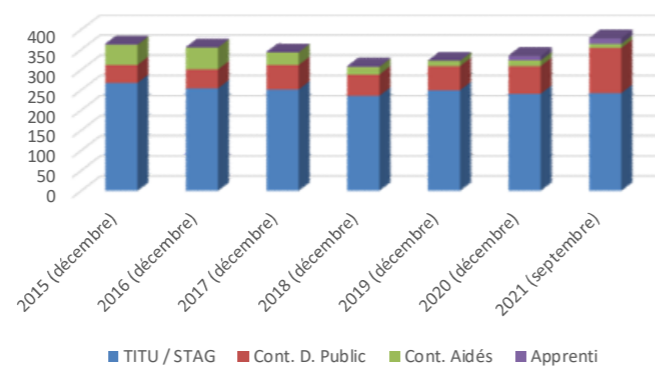
Temps de travail sur la base de 35 h : 37 h avec compensation RTT + agents soumis à différents cycles de travail ou annualisés.

<b>Agents</b>															
<b>Titulaires - Stagiaires</b>											Cont. D. Public	Cont. Aidés	Apprenti	<b>TOTAL AGENTS</b>	<b>TOTAL AGENTS EN ETP</b>
Catégorie A			Catégorie B			Catégorie C			<b>TOTAL TITU / STAG</b>						
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total						
sept.-21	12	5	17	16	16	32	115	80	195	244	112	10	14	380	315,66
déc-20	15	5	20	16	16	32	112	78	190	242	69	14	11	336	309,24
déc.-19	15	5	20	17	16	33	119	79	198	251	60	13	0	324	298,84
déc-18	13	4	17	18	17	35	117	68	185	237	53	19	1	310	298,28
déc-17	14	4	18	22	20	42	119	74	193	253	61	31	0	345	313,57
déc-16	12	3	15	25	22	47	127	67	194	256	47	54	0	357	328,5
déc-15	11	2	13	23	25	48	137	71	208	269	45	50	1	365	336,59
2001	8	4	12	17	21	38	145	108	253	303	104	0	0	381	367,575

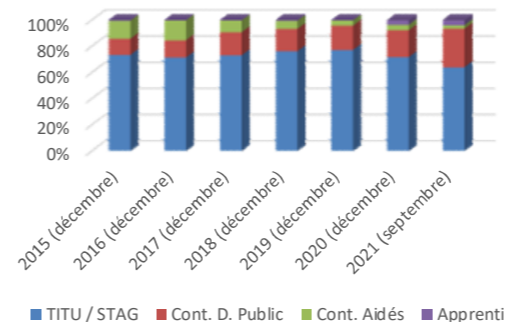
	TITU / STAG	Cont. D. Public	Cont. Aidés	Apprenti	TOTAL AGENTS	<b>TOTAL AGENTS EN ETP</b>
2015 (décembre)	269	45	50	1	365	336,59
2016 (décembre)	256	47	54	0	357	328,5
2017 (décembre)	253	61	31	0	345	313,57
2018 (décembre)	237	53	19	1	310	298,28
2019 (décembre)	251	60	13	0	324	298,84
2020 (décembre)	242	69	14	11	336	307,51
2021 (septembre)	244	112	10	14	380	315,66

Contr. 112  
97 postes permanents ou accroissement d'activité  
15 remplacements arrêts de travail

Evolution des effectifs Commune de Montargis



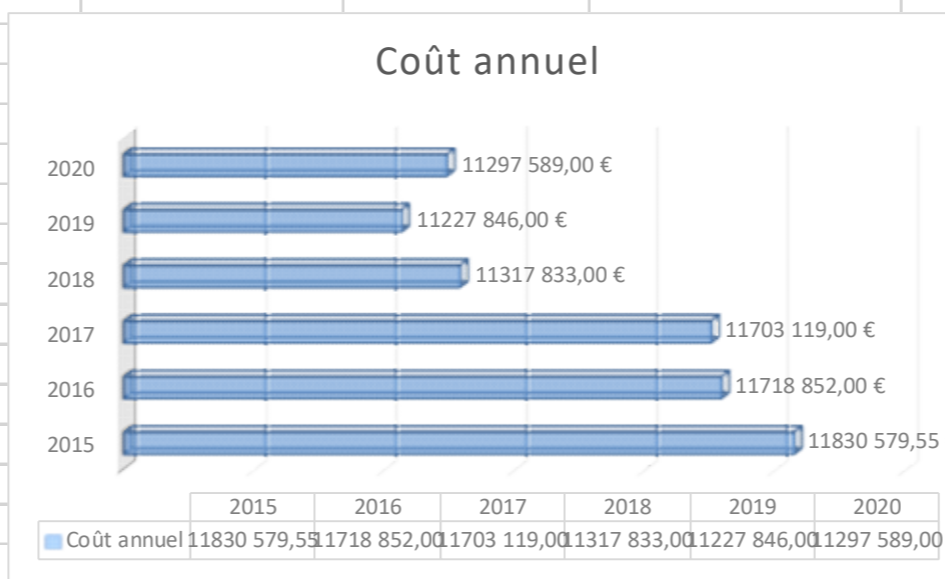
Evolution répartition statutaire des effectifs



NBI		
	Agents concernés	Coût
2015	52	40 977,53 €
2016	71	55 647,81 €
2017	77	53 326,85 €
2018	75	46 357,43 €
2019	76	52 758,03 €
2020	82	53 538,18 €
sept-21	66	4 485,46 €
	soit sur 12 mois	53 825,52 €

Salaires bruts + charges patronales		
	Coût annuel	Moyenne mensuelle
2015	11 830 579,55 €	985 881,63 €
2016	11 718 852,00 €	976 571,00 €
2017	11 703 119,00 €	975 259,92 €
2018	11 317 833,00 €	943 152,75 €
2019	11 227 846,00 €	935 653,83 €
2020	11 297 589,00 €	941 465,75 €
au 30/09/2021	11 321 932,53 €	1 257 992,50 €

RI		
	Coût annuel	Coût mensuel
2015	491 256,97 €	40 938,08 €
2016	478 721,56 €	39 893,46 €
2017	484 625,95 €	40 385,50 €
2018	512 036,01 €	42 669,67 €
2019	552 701,99 €	34 377,40 €
2020	647 050,69 €	53 920,89 €
Dont Prime Covid	59 449,37 €	
sept-21		56 966,99 €
	683 603,88 €	sur 12 mois



Heures supplémentaires		
	Nombre H.S.	Coût
2015	1582,5	32 962,32 €
2016	2336	46 027,85 €
2017	2431,75	51 037,53 €
2018	2609,33	54 457,55 €
2019	2841,91	56 785,25 €
2020	2510,19	51 191,02 €